

MAIRIE
DE
CADENET

84160 Cadenet

Téléphone 04 90 68 13 26
E-mail : accueil@mairie-cadenet.fr
Internet : www.mairie-cadenet.fr

N° 333 / 2023

**ARRÊTÉ
DE STATIONNEMENT ET
DEROGATION DE TONNAGE
BOULEVARD DE LA LIBERTÉ**

Le Maire de CADENET,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles 2212-1 à 2212-5 ;

VU, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;

VU, le code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;

VU, le code de la voirie routière ;

VU, le livre V du code de la sécurité intérieure ;

VU, la demande d'autorisation de **Monsieur LAKHAL**, pour une dérogation de tonnage à destination de son domicile, au numéro 30 BOULEVARD DE LA LIBERTÉ, du vendredi 01 septembre 2023 au samedi 30 septembre 2023, de 08h00 à 18h00, pour 30 jours calendaires ;

CONSIDERANT que la voie destinée à accueillir le passage est habituellement réservée à la circulation des véhicules de moins de 3,5 Tonnes ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout incident sur la voie publique ;

ARRÊTE

Article 1 : Du vendredi 01 septembre 2023 au samedi 30 septembre 2023, de 08h00 à 18h00, pour 30 jours calendaires ;

- Monsieur LAKHAL est autorisé à faire circuler le véhicule de livraison, dont le poids excède 3,5 tonnes (34 tonnes), sur le BOULEVARD DE LA LIBERTÉ, ainsi que les voies empruntées afin de se rendre à destination.
- Le stationnement pleine voie est autorisé le temps de la livraison de béton.
- **Une signalisation adaptée doit être mise en place par les bénéficiaires.**

Article 2 : La signalisation du chantier sera conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par les bénéficiaires.

Article 3 : La responsabilité de Monsieur LAKHAL sera engagée sur les conditions de sécurité ainsi que les éventuelles dégradations occasionnées par le passage des véhicules sur la voie.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché par les soins de l'entreprise à chaque extrémité du chantier.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
 - Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
 - Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
 - Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, seront chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 29 août 2023

Le Maire
Jean-Marc BRABANT

